



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

élections régionales

Question au Gouvernement n° 3455

Texte de la question

SURSAUT RÉPUBLICAIN

Mme la présidente. La parole est à M. Alain Tourret, pour le groupe radical, républicain, démocrate et progressiste.

M. Alain Tourret. Madame la présidente, monsieur le Premier ministre, les élections régionales viennent d'avoir lieu. Le Front national n'a gagné aucun exécutif et aucune alliance ne lui permettra de participer à un quelconque exécutif régional.

Une députée du groupe SRC. Bravo !

M. Alain Tourret. Il faut se féliciter de ce sursaut républicain et de la décision courageuse prise par le Parti socialiste de retirer ses listes là où le Front national était en mesure de l'emporter. *(Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste, républicain et citoyen.)*

Cette élection n'est pas sans vainqueur ni vaincu. En France métropolitaine, elle signe la victoire des républicains de gauche et des républicains de droite.

Cependant ce sursaut n'est qu'un sursis, il ne faut pas se voiler la face. Près de sept millions de Français se sont prononcés pour un parti dont la doctrine n'est pas républicaine, car on n'est pas républicain quand on préconise la peine de mort ; on n'est pas républicain quand on excuse la torture ; on n'est pas républicain quand on veut supprimer toutes les aides aux associations humanitaires. *(Applaudissements sur quelques bancs du groupe socialiste, républicain et citoyen.)*

On n'est pas républicain si l'on considère qu'un étranger, un migrant, n'a le droit ni à notre compassion, ni à notre aide, ni même simplement à l'asile.

On pourrait se contenter de se féliciter du résultat, de préconiser telle ou telle accentuation sociale, se satisfaire d'un « ripolinage » de façade. Mais au moment où droite et gauche se sont retrouvées dans des votes consensuels pour lutter contre le terrorisme, pour promouvoir le renseignement, pour accepter l'urgence, ne faut-il pas aller au-delà ? Le moment de constituer un Gouvernement de combat pour les six mois à venir n'est-il pas venu, monsieur le Premier ministre ?

La République est en danger. Les Français veulent des lois de sécurité, de protection sociale, qui prennent en compte les plus fragiles ainsi que la situation des travailleurs pauvres.

Alors, monsieur le Premier ministre, ma question est simple : serez-vous demain l'homme du redressement

public qui saura répondre à la France qui doute, à la France qui s'exaspère et qui, si rien n'est fait, fera connaître sa colère en 2017 ? (*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe radical, républicain, démocrate et progressiste et du groupe socialiste, républicain et citoyen.*)

Mme la présidente. La parole est à M. le secrétaire d'État chargé des relations avec le Parlement.
(*Exclamations sur les bancs du groupe Les Républicains.*)

Mme Marie-Jo Zimmermann. Et le Premier ministre, alors ?

M. Jean-Marie Le Guen, *secrétaire d'État chargé des relations avec le Parlement.* Monsieur le député Alain Tourret, vous avez raison d'exalter ce sursaut républicain qui a vu, dans l'ensemble de nos régions, une majorité de Françaises et de Français se mobiliser pour empêcher qu'elles soient dirigées par l'extrême droite. Cette mobilisation avait été voulue, vous le savez, par ce Gouvernement et par le Premier ministre.

Au-delà, elle a rassemblé l'ensemble des responsables, des élus et des militants de la gauche, non dans le cadre d'un accord de circonstance ou pour servir je ne sais quel intérêt. Au contraire, ces derniers se sont sacrifiés en retirant leurs listes, parce qu'ils considèrent que leurs régions et notre pays ne doivent pas porter le stigmate d'exécutifs d'extrême droite.

Je note d'ailleurs que les nouveaux présidents de régions, même de droite, ont remercié les électeurs et les électrices de gauche, ce dont je me félicite.

Monsieur le député, nous sommes parfaitement lucides et personne n'a oublié aujourd'hui ce qui a été dit au travers de ces élections. Le Premier ministre vient de dire ici ce qu'il a répété ces derniers jours : le Gouvernement sera mobilisé pour faire des propositions dès le début de l'année et avancer sur les questions sociales essentielles, l'emploi, le travail qui, aujourd'hui, suscitent évidemment les inquiétudes des Français.

Au-delà, vous avez évoqué une méthode, monsieur le député. Nos institutions sont celles de la Ve République mais nul doute que nos comportements, nos attitudes et nos postures doivent changer si nous voulons être à la hauteur des attentes des Français.

Les uns et les autres, nous devons nous demander si un autre dépassement ne sera pas nécessaire pour rassembler la République.

Données clés

Auteur : [M. Alain Tourret](#)

Circonscription : Calvados (6^e circonscription) - Radical, républicain, démocrate et progressiste

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 3455

Rubrique : Élections et référendums

Ministère interrogé : Relations avec le Parlement

Ministère attributaire : Relations avec le Parlement

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [16 décembre 2015](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [16 décembre 2015](#)